



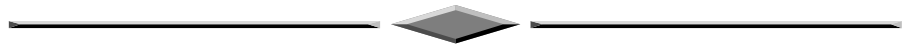
ROOM DOCUMENT 11

DAC Network on Development Evaluation

PARTENAIRES EN EVALUATION DU DEVELOPPEMENT

Item V: a

Note préparée par la France pour prise en considération à la réunion du Réseau de l'évaluation du développement du CAD le 9 – 10 novembre 2004.



2^{ème} réunion
9 – 10 Novembre 2004

PARTENAIRES EN EVALUATION DU DEVELOPPEMENT

1. RAPPEL HISTORIQUE

Suite à la demande exprimée par différentes organisations des Nations-Unies et de la société civile de participer aux réflexions et travaux du Réseau de l'évaluation du développement du CAD, la France a organisé, conjointement avec le Réseau, en mars 2003 un atelier intitulé "Partenaires en évaluation du développement : apprendre et rendre compte"(1).

Près de 300 évaluateurs ou gestionnaires de l'évaluation de l'aide se sont ainsi retrouvés pendant deux jours. Ils venaient de quarante-trois pays différents dont dix-huit de l'hémisphère Sud. Les cent quatre-vingt organisations ainsi représentées constituent les trois constellations de l'évaluation de l'aide :

- La communauté des bailleurs de fonds : administrations d'aides bilatérales, institutions financières de développement, organisations des Nations-Unies,
- Les organisations de la société civile : ONG (organisations non gouvernementales), fondations privées, organisations syndicales et professionnelles,
- Les pays bénéficiaires de l'aide dans leurs différentes composantes : administration, société civile, ...

Cet atelier a permis à différents professionnels de l'évaluation de se rencontrer, de se connaître, et d'échanger sur des sujets et des préoccupations d'intérêt commun.

En septembre 2003, le comité directeur de cette manifestation s'est réuni pour étudier les suites à y donner. Il a retenu les trois propositions qui ressortaient de l'atelier : a) améliorer l'échange des informations et le partage de leçons entre partenaires ; b) établir davantage de liens avec les autres communautés de l'évaluation, en particulier avec IDEAS ; c) développer des partenariats concrets sur des thématiques précises à travers des sous-groupes qui seraient ouverts aux autres partenaires.

Lors de la première réunion du réseau en janvier 2004, il fut rendu compte de ces propositions et la suggestion fut faite d'organiser un second atelier en 2005 d'une part, et, d'autre part, de rechercher des synergies ou des coopérations avec la conférence planifiée par IDEAS en 2005.

2. QUE S'EST-IL PASSE DEPUIS JANVIER 2004 ?

Différents faits sont intervenus en 2004 qui montrent que le concept de partenariat en évaluation continue à progresser.

En matière de développement de liens entre le Réseau et les autres communautés

Le Réseau s'est ouvert davantage en direction des organisations des Nations-Unies avec la participation à cette réunion, outre le PNUD, d'autres membres chefs de file du GUNED/UNEG (Groupe des Nations Unies pour l'évaluation du développement).

Certaines délégations ont convié des représentants d'ONG à participer à nos réunions plénières : CARE INTERNATIONAL, F3E ont ainsi pu assister à la réunion de janvier.

1 Les actes de l'atelier ainsi que les contributions sont disponibles sur le site : <http://www.minefi.gouv.fr/TRESOR/cicid/atelier/accueil.htm>.

Certains travaux conduits au sein du réseau associent ou vont associer des représentants des autres constellations de l'évaluation (qualité,...?).

Quelques développements dans le partenariat entre pays

Certains pays ont continué et accentué leur démarche partenariale.

A titre d'exemple, la France (MAE) a poursuivi ses évaluations géographiques portant sur dix années de coopération réalisées en partenariat avec les pays récipiendaires : après le Niger, le MAE a réalisé une évaluation de ce type avec le Tchad. Le partenariat s'est matérialisé par la mixité de l'équipe d'évaluation et la mixité des instances chargées d'en assurer le pilotage (participation aux comités de pilotage des ambassadeurs du Tchad à Paris, constitution de comités de suivi des évaluations à N'djamena).

Afin de prolonger et amplifier ce mouvement, le Ministère des affaires étrangères étudie un programme spécifique d'appui au partenariat en évaluation de politiques publiques pour la période 2005-2008. Ce programme aurait pour objectif de renforcer le partenariat dans le processus des évaluations pour parvenir à une meilleure efficacité des projets et programmes de coopération. Il comporterait trois volets :

1. la réalisation d'évaluations conjointes (avec d'autres bailleurs de fonds) et partenariales (avec les pays ou les organisations bénéficiaires)
2. le développement des capacités des partenaires du Sud (formation notamment)
3. l'appui aux structures non gouvernementales du Sud (associatives et privées) pour contribuer à l'installation des associations d'évaluation et à leur professionnalisation.

Il convient de noter également l'évaluation menée conjointement par IOB (Pays-Bas) et le National Center for Science and Technology Evaluation (NCSTE, Chine) du programme hollandais ORET/MILLIEV en Chine et qui a mis en place un partenariat véritable entre les deux partenaires.

Le développement d'échanges et d'information avec les évaluateurs des pays du Sud

IDEAS (International Development Evaluation Association) poursuit et développe ses activités. Créée avec le soutien du PNUD et de la Banque mondiale, cette association regroupe des évaluateurs spécialisés dans l'aide au développement. Ses membres viennent aussi bien des pays bailleurs de fonds que des pays récipiendaires. Cette association est soutenue à titre individuel par certains pays du CAD et le réseau entretient des relations étroites avec cette association et ses membres.

Elle a organisé en juillet 2004 un symposium "Rethinking Development Evaluation Symposium" en Suisse et prépare une conférence à New-Delhi en 2005 sur le même thème.

L'Agence intergouvernementale de la Francophonie a organisé les premières journées francophones de l'évaluation en septembre 2004. Ces journées ont permis de développer l'échange d'informations entre les évaluateurs et responsables des évaluations des pays francophones du Nord et du Sud. Elle a permis de constater également le démarrage réel de l'évaluation dans les pays africains francophones, assez largement suscité par le suivi/évaluation demandée par les bailleurs de fonds notamment pour les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté.

En Afrique, de nombreux réseaux nationaux ont été créés (au Niger, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie...), et certains sont très actifs au niveau de l'échange d'information (notamment sur les

évaluations en cours, ils peuvent aider les pays du CAD à trouver des consultants locaux) (2). Les efforts déployés par le PNUD pour les aider à se structurer ont été relayés et appuyés par les bailleurs de fonds désireux d'associer des évaluateurs locaux à leurs travaux. En particulier le suivi évaluation des CSLP (PRSP) a créé un marché non négligeable pour les consultants locaux.

Début décembre 2004 se tiendra la troisième Conférence de l'Association Africaine d'Evaluation (AfrEA). Le réseau y sera représenté et animera une session sur le thème du partenariat.

3. PROPOSITIONS A L'HORIZON 2005-2006

Au delà des initiatives propres à chacune de nos organisations pour encourager et développer le partenariat, le Réseau peut continuer à promouvoir cette politique apporter sa contribution et ses encouragements aux partenariats en matière d'évaluation et au développement dans l'évaluation dans les différentes communautés du développement. Les participations aux manifestations d'IDEAS, de l'AfrEA, ainsi que le renforcement de nos liens avec les réseaux des autres communautés de bailleurs de fonds y concourent.

L'organisation d'une grande manifestation comme l'atelier de mars 2003 permet de consolider les acquis et d'enclencher des dynamiques, grâce à son effet catalyseur. Elle permet aussi de montrer la continuité de la volonté d'ouverture des pays membres du CAD vis-à-vis des autres communautés de l'évaluation et de placer le Réseau en situation centrale de plate-forme de l'évaluation du développement.

En avril 2005, se tiendra la Conférence organisée par IDEAS à New Delhi. Il est en conséquence proposé d'organiser une nouvelle édition de "Partenaires en évaluation" début 2006. Elle pourrait se tenir à Paris, juste avant la réunion du Réseau et la France se propose de l'accueillir.

S'agissant de l'audience

Il serait souhaitable que les différentes communautés du développement y soient représentées plus largement encore : l'atelier de mars 2003 s'est plus particulièrement centré sur le développement du dialogue avec les organisations des Nations unies et les organisations de la société civile appartenant surtout à l'hémisphère nord (ONG et syndicats). Si le partenariat avec les Nations-Unies a connu un développement effectif au cours de la période, celui avec les ONG paraît rester plus embryonnaire, alors que l'atelier de mars avait suscité beaucoup d'attentes de la part des ONG, et celui avec les pays en voie de développement pourrait être accentué compte tenu des progrès de l'évaluation en leur sein.

L'atelier de 2006 pourrait ainsi : a) approfondir le partenariat avec les différentes composantes de l'hémisphère sud ; b) rechercher les modalités pour développer le partenariat avec les autres parties prenantes de l'hémisphère Nord ; c) élargir l'audience, notamment en direction du secteur privé et des fondations.

Concernant les thématiques

L'atelier pourrait se focaliser plus spécialement sur : 1/ les réalisations concrètes en matière de partenariat permettant une réflexion sur les moyens d'approfondir le partenariat (de l'association des consultants locaux à l'association des parties prenantes au pilotage des évaluations, par exemple) ; 2/ quelques thématiques spécifiques qui restent à déterminer. Parmi les thèmes possibles :

- des sujets susceptibles d'être des lieux privilégiés pour la mise en œuvre future de partenariats, telle que la cohérence des politiques, l'harmonisation de l'aide, l'efficacité de l'aide...

2 Cf. par exemple le site du réseau du Niger RENSE : <http://www.pnud.ne/rense>.

- s'agissant des méthodes : la diffusion et l'utilité de l'évaluation, les standards et les normes,..
- les évaluations suscitées et commanditées dans et par les pays en développement (Etats, société civile,..) et les modes de partenariat spécifiques à ce type de travaux.

Il est en conséquence proposé de constituer un groupe de travail réunissant les membres du Réseau intéressés pour préparer cette manifestation.